

SOMMAIRE

AU NOM DU PEUPLE	3
INTRODUCTION	6
1. LE POPULISME, QU'EST-CE QUE C'EST ?	7
Un mouvement politique aux accents de communautarisme	8
Un contexte d'inégalités et de désintérêt pour la politique	9
2. DÉCODER LES DISCOURS POPULISTES	10
Un discours qui amplifie les émotions	11
Qui simplifie les idées et les causes	11
Qui est discriminant	11
La situation de crise et la victimisation	12
La diabolisation	12
L'exaltation de valeurs	15
Le sauveur	16
La mise en scène d'une personnalité	17
Quand le politique utilise la religion	19
3. SORTIR DE L'IMPASSE	21
Travailler sur l'intelligence des causes	22
Développer un esprit critique	22
Recréer du collectif	23
Travailler sur les émotions	24
Développer un horizon éthique	25
4. POUR CONCLURE	27
10 idées à retenir...	28
5. POUR ALLER PLUS LOIN...	29

AU NOM DU PEUPLE

1.—La vieille Constitution de la Belgique s'ouvrait par ces mots : « *Au nom du peuple belge, le Congrès national décrète...* ».

Ce préambule avait un mérite. Dans sa concision, il exprimait une double idée. La première. Il y a un peuple belge. En septembre 1830, il a fait la révolution. Il a chassé les Hollandais. Il a mis fin au régime de 1815. Voilà qui est simple. Seconde idée. Il y a une Constitution. En février 1831, le Congrès national a établi un État. Il a créé des institutions politiques, administratives et judiciaires. Il leur a remis les clefs du Royaume. Il n'a pas oublié de proclamer les droits et libertés de ses ressortissants. Voilà qui est clair.

Bref, la Constitution a fourni un acte de naissance authentique à l'État Belgique. Et, en même temps, une feuille de route pour les autorités et les citoyens. Hélas ! Cette belle formule est tombée à la trappe lors de l'opération de renumérotation de la Constitution. En 1994, la référence a été jugée anachronique. Qui se souvient encore du Congrès, même ceux qui passent, chaque jour, devant la colonne du même nom, rue Royale à Bruxelles ?

L'on ne s'en est pas rendu compte. L'opération de ravalement faisait tomber, fût-ce de manière symbolique, le peuple belge de son piédestal. Le mot n'apparaît plus dans le texte. Hormis dans l'article 91 qui impose au Roi de prêter serment à la Constitution et aux « lois du peuple belge ».

2.— Je ne pleure pas sur le lait renversé. Je constate plutôt, avec un sourire amusé, que le peuple déchu s'est rebellé. Il s'est exprimé de maîtresse façon. Je relève ici trois phénomènes significatifs.

Dans le dernier quart du XXe siècle, la citoyenneté a été mise à l'honneur. Comme jamais auparavant. Un seul exemple. En 1985, je réunis à Louvain-la-Neuve un colloque international sur le thème de *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*. L'on est loin d'un discours ronronnant sur les mérites de la démocratie parlementaire. Dès ce moment, la communauté des juristes conçoit les techniques et les procédures qui permettront au citoyen, pris isolément ou en groupe, de se manifester dans la vie de la cité et d'y faire entendre ses préoccupations. Le thème de la consultation du peuple sur les grandes

et petites questions de société est au cœur des débats, des projets et des réalisations.

Deuxième phénomène. Au début du XXIe siècle, l'Europe cherche à donner à la citoyenneté une dimension plus large encore. L'adoption de la Charte des droits fondamentaux de l'Union en fournit un exemple caractéristique. Elle complète sur des points importants la Convention européenne des droits de l'homme. Une précision essentielle figure en toutes lettres dans la Charte. Il importe de contribuer « à la préservation et au développement de(s) valeurs communes » pour les « *peuples d'Europe* »

Troisième réalité, à vrai dire plus complexe. Aujourd'hui, des formes nouvelles de citoyenneté se développent. Le peuple est en ébullition. En Belgique comme ailleurs. L'organisation et le fonctionnement des institutions portent la trace de ces évolutions parfois désordonnées.

Les citoyens veulent prendre la parole et, si possible, se faire entendre. Assidument, utilement et, pourquoi pas, énergiquement. En s'écartant des procédés traditionnels de l'expression politique. En allant jusqu'à s'interroger sur l'utilité du vote. En diversifiant les temps, les lieux et les formes de la participation populaire.

Il faut le souligner. Les techniques à la mode peuvent procéder de préoccupations différentes, pour ne pas dire : contradictoires. Elles s'inscrivent tantôt en marge, tantôt à l'encontre des structures et des procédures officielles.

Dans une première version, l'appel au peuple poursuit un objectif. Il s'agit d'améliorer le fonctionnement des institutions existantes. Il faut conserver les formes classiques de participation mais aussi en concevoir de nouvelles. A titre complémentaire ou subsidiaire. Il faut, dit-on, encourager la création de panels citoyens qui alimentent les élus et les assemblées en idées novatrices. Il faut, ajoute-t-on, consacrer une part du budget communal au financement d'initiatives que les citoyens auront conçues de manière autonome. Il faut, précise-t-on encore, envisager, comme en Wallonie, l'élaboration d'un décret « par tous et pour tous ». Ce ne sont là que des exemples.

Dans tous ces cas, le pouvoir de décision des autorités représentatives n'est pas, à proprement parler, contesté ni compromis. Il est modalisé. Les citoyens ou, en tout cas, certains d'entre eux peuvent s'exprimer à l'un ou l'autre moment d'un processus décisionnel complexe. A l'issue de celui-ci, l'autorité légitime que l'on suppose ainsi mieux éclairée prendra définitivement position et imposera à tous sa décision. Celle-ci sera d'autant mieux acceptée qu'elle ne tombera pas comme un ukase mais qu'elle aura fait au préalable l'objet d'une large délibération.

Dans une seconde perspective, les formes nouvelles de citoyenneté témoignent peu ou prou du souci d'en découdre avec les élections, avec les élus, avec les parlements, avec les gouvernements et avec leur entourage, bref avec le système institutionnel pris dans son ensemble et avec tous ses acteurs. Le discours iconoclaste est connu. « Au diable, ce fatras institutionnel difficilement compréhensible. Assez de ce pouvoir confisqué par les élites. Y en a marre de ces mandataires publics qui prennent plaisir à se disputer sur des questions idéologiques ou prétendues telles, quand ce n'est pas sur des querelles de clocher, mais qui affichent, en réalité, leur incapacité à régler les difficultés politiques, économiques et sociales du moment ».

Les élus se trouvent en ligne de mire. L'on critique volontiers la méthode de sélection : ne se recrutent-ils pas, à l'heure actuelle, par les voies de l'endogamie ou de l'hérédité ? L'on conteste aussi leur compétence : calfeutrés qu'ils sont dans leur tour d'ivoire, n'ignorent-ils pas tout de la « vraie vie » ? L'on met encore en cause leur intégrité, sinon leur honnêteté : ces carriéristes et ces cumulards ne profitent-ils pas l'excès des avantages qu'une situation privilégiée leur réserve ? Bref, le « milieu politique » — l'appellation est significative — est décrié. Il manquerait tout à la fois de légitimité, de crédibilité et d'efficacité.

3.— Dans ce contexte, le populisme fait florès. Il se développe, notamment mais pas uniquement, sur le terrain politique. *Il se caractérise par un langage, une attitude et une action qui flattent de manière systématique les goûts du peuple — réels ou prétendus tels —, qui s'attachent à gagner ainsi ses faveurs et, si nécessaire, à capter ses suffrages.*

Il est vrai que le mot « populisme » est parfois présenté comme un compliment. Il devrait être pris au premier degré. Il traduirait une préoccupation effective, celle qui va aux besoins et intérêts du plus grand nombre. Pour rester dans le registre de la Constitution, l'on rappellera que la plus ancienne d'entre elles (1787) commence ainsi : *We the people.*

Le plus souvent, cependant, le mot est pris dans un sens péjoratif. Il traduit une tendance malade. L'on peut en relever trois symptômes, en précisant qu'elle peut faire des dégâts dans toutes les formations politiques et peut-être même dans tous les esprits. Comme dit le fabuliste, *ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés.*

4.— Il y a un *langage populiste*. Pour « faire peuple », l'on parle comme l'on croit que le peuple parle. Les mots utilisés sont excessifs, outranciers, pour ne pas dire : caricaturaux. Toujours à l'emporte-pièce.

Pourquoi parler « argent » ? « Pognon » ou « fric » seront plus expressifs, surtout si l'on joint le geste à la parole en sous-entendant que tous s'en mettent plein les « pouilles ». Pourquoi parler « homme et femme politiques » ? « Politicien » emporte, avec lui, sa dose de mépris. Pourquoi parler de « compromis » ? « Magouille » fera l'affaire...

Le ton est donné. Le langage véhicule avec lui un ensemble d'images. Il faut donner un « bon coup de balai », c'était déjà le discours de Rex ; il faut « nettoyer les écuries d'Augias » — un autre classique—. Avec cette autre formule injurieuse : « tous pourris », sauf bien entendu les dénonciateurs — purs et durs —.

Loin de moi l'idée qu'il faille parler comme à l'Académie française. Mais il y a une rhétorique populiste qui, à raison des termes utilisés et des invectives lancées, empêche la discussion et ne permet pas le développement d'un réel dialogue. Entre les mandataires mais aussi entre les citoyens et les autorités publiques. Or, cet échange de points de vue se trouve à la base même du fonctionnement d'une société démocratique. Il témoigne d'un respect élémentaire pour l'adversaire d'aujourd'hui qui peut aussi se présenter comme le partenaire de demain.

5.— Il y a aussi une *attitude populiste*. Elle revient à magnifier le peuple, sans réserve. Le pouvoir, lui, il est critiqué, pour ne pas dire : condamné. Même si ses contempteurs sont prêts à en ramasser les attributs et à en exercer les tâches lorsque les détenteurs actuels du pouvoir tant décriés auront « dégage » — pour utiliser un terme à la mode — Les élites, l'*establishment*, la classe politique, mais aussi les fonctionnaires, les juges et les professeurs sont mis au pilori. Les corps intermédiaires, comme on les appelait dans le courant du XXe siècle, à savoir les partis, les syndicats, les mutuelles ou les mouvements sociaux, sont aussi mis au rebut.

Seule compte la masse des citoyens dont quelques gourous inspirés et autoproclamés se disent capables de traduire les émotions, d'exprimer les besoins et de concrétiser les préoccupations. De ce point de vue, l'attitude populiste est simplificatrice. Elle suggère de nouer un dialogue direct, entre quatre z'yeux, entre l'homme ou la femme politique (porteur au besoin d'une image charismatique), d'une part, et le citoyen, pris individuellement, d'autre part. Le procédé est cousu de fil blanc. La maxime est connue : « diviser pour régner ».

Une société politique en miettes se situe aux antipodes d'une société démocratique organisée.

6.— Il y a encore une *action populiste*. Elle se nourrit de l'existence de l'autre, au singulier ou au pluriel. Le populisme a besoin de boucs émissaires. S'il n'y avait pas X, Y ou Z, la vie de la société belge serait idyllique. Mais un grand malheur frappe notre pays : il y a des Belges mais aussi des étrangers, des Flamands mais aussi des Wallons, des travailleurs mais aussi des sans-emplois, des personnes en bonne santé mais aussi des malades de longue durée...

L'action populiste est catégorielle et même sous-catégorielle. Parmi les étrangers, par exemple, il y a les bons et les mauvais, les expatriés et les immigrés, les Chinois ou les Indiens et les Maghrébins les Juifs et les Arabes... Et, en même temps, elle est homogénéisante en même temps qu'elle est stigmatisante : « tous » les Marocains en provenance du Rif, etc. Inutile d'insister sur ce point : le populisme flirte avec la xénophobie et le racisme.

L'action populiste contribue à développer sur ces sujets une « culture de l'émotion et de la peur ». Une culture de l'excès plutôt que de la normalité. C'est comme dans « L'étoile mystérieuse » de Tintin. La catastrophe est à nos portes. Le vieux monde s'effondre. Les nouveaux prophètes ont le champ libre. Tout est possible. Tout, tout de suite. Demain, on rasera gratis.

7. — Se trouve-t-il quelque remède dans la pharmacopée sociale ? Y a-t-il des aspirines pour faire tomber la fièvre ? Y a-t-il des médicaments pour guérir le mal ? Y a-t-il une opération pour assainir le corps malade ? C'est triste à dire. Pas vraiment.

Le combat contre le populisme est de longue haleine. Il faut le redire sans cesse. « Gardons la raison. Gardons le sens de l'équilibre. Préservons nos libertés, cela va de soi, mais préservons aussi nos liens de solidarité. Soyons préoccupés de bonheur — le nôtre, celui de notre entourage, celui de notre famille — mais faisons vivre aussi les groupes et les mouvements auxquels nous participons — de près ou de loin —.

Soyons attentifs à la conciliation de ces préoccupations et de ces intérêts »...

Il faut aussi se battre pied à pied. Pour dénoncer les impostures, les raccourcis, les outrances. Pour démonter les raisonnements simplistes. Pour effacer les images et les clichés réducteurs.

Il faut utiliser sans répéter la stratégie « enseignement—formation—emploi » pour permettre à chacun de trouver une place dans le corps social et pour lui éviter de s'accrocher aux idées les plus sottes et, en même temps, les plus délétères.

8.— Une note positive, pour conclure. Le populisme peut s'essouffler. Plus vite qu'il ne le croit ou ne l'espère. L'efficacité de son langage et de son style a des limites. Il peut séduire dans un premier temps mais fatiguer à la longue. Il ne suffit pas de dire qu'on parle « au nom du peuple » pour l'incarner ou pour le représenter réellement et durablement.

Il arrive aussi que le rideau se déchire. Et que Degrelle n'apparaisse plus que comme un bouffon — qui a sans doute séduit des couches importantes de l'opinion publique dans l'entre-deux guerres mais qui, pendant le conflit, a sombré dans le mépris et dans l'oubli.

Évidemment, l'intermède peut être douloureux. Ce n'est pas une raison pour sacrifier aux modes, pour céder aux facilités de langage ou de style, pour flatter le peuple dans ses instincts les plus élémentaires. L'attitude démocratique n'est ni défensive ni conservatrice. Mais elle peut témoigner de la fidélité à des valeurs humaines et sociales.

9.— « *Plus est en vous* », disait le seigneur de Gruuthuse. Je moderniserais volontiers la devise en disant : « *Plus est dans le peuple* ». Pour autant que ce peuple-là ne se laisse pas mener par le bout du nez par des leaders ou des formations populistes. Pour autant qu'il ne cherche pas en lui-même un faux unanimisme mais qu'il se reconnaisse dans ses diversités de tout genre. Pour autant qu'il se gère selon des règles et des procédures qu'il a lui-même établies.

Si ces conditions sont remplies, l'on songera peut-être, un jour, à restaurer et à moderniser la formule qui figurait jadis au fronton du texte constitutionnel. L'on se risquera alors à écrire : « *Au nom du peuple belge, le pouvoir constituant établit ce qui suit...* ».

INTRODUCTION

« Populisme ». Voilà bien un mot à la mode. Mais qui parmi nous pourrait le définir ? On s'accorde tous pour dire que Donald Trump est un populiste par exemple, mais qu'en est-il chez nous, où le terme est devenu une insulte habituelle ? L'affaire n'est pas à prendre à la légère, car ce qui se cache derrière le populisme actuellement n'est pas juste une question de mots et de jeux politiques et a des implications sociétales importantes. Un peu partout en Europe les gouvernements de droite se durcissent et la gauche s'affaiblit. L'extrême droite gagne du terrain à chaque élection et le populisme de droite se répand dans presque tous les pays européens. L'urgence est bien réelle, on le voit en Italie avec le Mouvement 5 étoiles, en Pologne avec Jaroslaw Kaczynski, en Hongrie avec Viktor Orban. Les pays qui résistent encore sont ceux qui ont connu plus tard le fascisme (l'Espagne, le Portugal). L'histoire nous apprend que la montée du populisme a des conséquences dommageables, car elle épuise nos démocraties. On ne doit donc pas mépriser ce phénomène, car il est là et il progresse d'élection en élection, et l'Europe, incapable de proposer une réponse recevable semble mettre la tête dans le sable. Nous devons user de tous les instruments d'éducation et de communication pour démonter le phénomène ! C'est une question qui ne se résoudra pas en deux ou trois ans et qui dépasse largement une génération.

À quelques mois des élections communales, il n'est pas inutile de s'équiper pour décoder la multitude de discours qui se succéderont dans les médias ou dans nos boîtes aux lettres. Nous avons à cœur ici de donner du sens à un mot bien souvent galvaudé : on est taxé de populiste dès lors que l'on défend une cause avec vigueur. Mais le simple fait de prononcer un discours avec emphase ou de défendre des valeurs avec passion ne suffit pas pour être populiste. L'accusation est grave, car le projet de société que les vrais populistes proposent a des conséquences désastreuses sur les solidarités, le vivre ensemble et l'égalité.

Pourquoi parler de populisme au sein d'un mouvement d'ainés ? Tout d'abord parce que les volontaires d'Énéo se sont donné comme objectif pour les années à venir de devenir des acteurs de société et qu'ils s'engagent chaque jour dans des réseaux de solidarité pour lutter contre tous types de discriminations. Aussi parce qu'ils nous demandent souvent d'avoir plus de clés pour décoder les informations qu'ils reçoivent à travers les médias.



« On reste souvent sans voix lorsque, dans une réunion de famille, on entend des propos qui nous choquent sur les étrangers et qu'on ne parvient pas à démonter, faute d'arguments, ou tout simplement parce que la discussion nous semble irrationnelle. »



« Sur Facebook je vois déferler la vague populiste qui hurle sur les étrangers... Comment réagir ? »

Enfin parce qu'il nous arrive à tous d'éprouver des difficultés à décoder les messages politiques simplistes, et de nous sentir attirés par des personnalités charismatiques, par des propos qui remettent en question le système politique entier. Qui ne s'est jamais senti fatigué par « les jeux politiques », par un sentiment d'« inaction » ou d'« immobilisme », et par les inégalités sociales ? Ce faisant, on ouvre une brèche pour les discours populistes.

Le 20 mars 2018, des volontaires d'Énéo organisaient une journée d'étude sur le populisme. Cette journée fut l'occasion de riches échanges lors desquels les participants ont pu s'exprimer sur leurs émotions, sur leurs sentiments vis-à-vis du populisme, sur les solutions à y apporter... Tout au long de ce Balises, leurs témoignages illustreront et compléteront l'analyse.

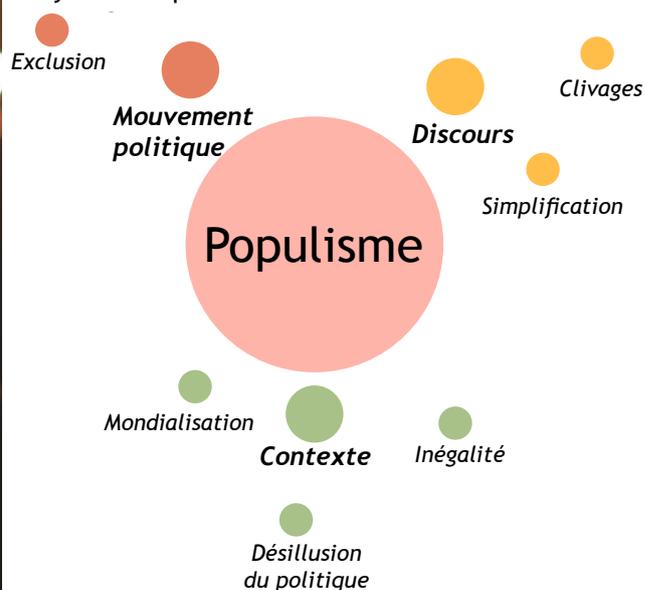
Dans ce numéro de Balises nous allons définir ce qu'est le populisme, apprendre à décoder les discours de ce type. Nous évoquerons des pistes de solution, si tant est qu'il en existe.

LE POPULISME, QU'EST-CE QUE C'EST ?



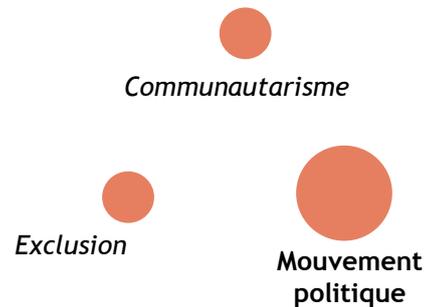
« Les populistes sont tellement pernicieux et professionnels, insidieux, qu'ils tendent des pièges pour que nous tombions dedans... »

Le populisme est une idéologie politique qui met en avant la notion de *peuple véritable*. Le projet de société porté par ces partis est le repli sur une communauté (nationale, régionale, religieuse...) et l'exclusion de ceux qui n'en font pas partie. Ces mouvements politiques apparaissent dans un contexte particulier d'inégalités sociales et de défiance du monde politique. Ils revendiquent généralement le monopole du pouvoir et se refusent souvent à l'exercice de la coalition, car entrer dans un gouvernement de coalition implique qu'il faille négocier et trouver des compromis, ce qui ferait acte de trahison de la volonté populaire. Voyons cela plus en détail.



UN MOUVEMENT POLITIQUE AUX ACCENTS DE COMMUNAUTARISME

« Une nouvelle fierté nationale va animer nos âmes, élever nos regards et guérir nos divisions. Il est temps de se remémorer ce vieux dicton que nos soldats n'oublieront jamais: que l'on soit noir, métis ou blanc, le même sang patriote court dans nos veines, nous jouissons tous des mêmes libertés et nous saluons tous le même grand drapeau américain. Et qu'un enfant soit né dans la banlieue de Detroit ou dans les plaines balayées par les vents du Nebraska, ils regardent tous le même ciel la nuit, leur cœur est plein des mêmes rêves et ils sont habitués du même souffle de vie du Créateur tout-puissant. Ainsi, à tous les Américains, dans chaque ville, qu'elle soit proche ou lointaine, petite ou grande, d'une montagne à l'autre, d'un océan à l'autre, entendez ces mots: vous ne serez plus jamais ignorés » (Donald Trump, le 20 janvier 2017).

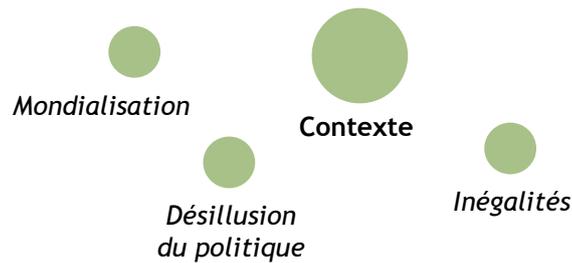


Dans un contexte de mondialisation, de délocalisations et de migrations, la société est devenue plurielle et multiculturelle. Nos sociétés sont par ailleurs de plus en plus travaillées par des conflits de valeurs et de conceptions. Ce grand bouleversement inquiète ; et cette inquiétude est un très bon terreau pour les populistes qui tentent de raviver les flammes d'un sentiment nationaliste, d'une appartenance à une communauté qui n'existe plus. C'est ce qu'illustre le discours de Geert Wilders (Pays-Bas), invité par Marine Le Pen lors d'un congrès du Front national français :

« Tout comme vous, nous voulons utiliser les impôts des citoyens pour nos concitoyens. Et tout comme vous, nous luttons pour préserver notre identité. Tout comme vous, nous ne voulons pas que les étrangers viennent dans notre pays et nous disent qu'ils sont maîtres chez nous ! Nous disons : mettez les criminels, les djihadistes, les immigrés clandestins dehors ! Et tout qui refuse de s'adapter à nos valeurs. Mettez-les dehors et ne les laissez jamais revenir ! Parce que les seuls maîtres aux Pays-Bas sont les Néerlandais. Nous ne voulons pas de l'immigration massive, et à propos de l'Islam nous disons : trop c'est trop ! Il est légitime que nous défendions nos propres valeurs et nos libertés. Nous sommes fiers d'être Néerlandais. *Nous défendons notre pays, nous défendons notre drapeau, nous défendons notre héritage, nous défendons notre nation. Et nous devons lutter sans relâche afin de regagner notre patrie, afin de les extraire de l'Union européenne, de la « spirale immigrationniste », de les sortir des griffes de cette élite hypocrite et prétendument multiculturelle. Mes chers amis, je sais que les temps sont difficiles. Je sais qu'un dur combat nous attend. Mais je sais aussi qu'à cœur vaillant, rien d'impossible. Et je sais aussi que chacun de vous dans cette salle est courageux. Je sais que vous êtes présents ici aujourd'hui parce qu'un cœur français bat dans votre poitrine. Un cœur qui est prêt à lutter pour la France. Et le Maréchal Foch disait il y a 100 ans : accepter l'idée d'une défaite, c'est être vaincu » » (Geert Wilders, le 29 novembre 2014).*

Le populisme crée une communauté (« l'Amérique », « La France », « les Flamands »...) en exacerbant des sentiments d'appartenance à une nation, à un peuple, à une région... Cette communauté se construit sur une identité et des valeurs supposées partagées par tous ceux qui en font partie. Ainsi, par définition, toute personne qui partage cette identité est considérée comme faisant partie de la communauté (même si elle ne se sent pas elle-même en faire partie). Et inversement, si vous ne possédez pas cette caractéristique, vous en êtes exclu.

UN CONTEXTE D'INÉGALITÉS ET DE DÉSINTÉRÊT POUR LA POLITIQUE



« Après la guerre on voulait créer de la richesse, et la redistribuer était un objectif. Aujourd'hui, 90% des richesses reviennent aux 10% les plus riches. Chacun se sent victime de cette inégalité. »

Nos sociétés sont confrontées à une réalité socio-économique complexe : inégalités salariales, conditions de travail irrespectueuses, dégradation de la situation économique, chômage, enrichissement d'une part minime de la population au détriment de la majorité... et on constate que les états sont impuissants pour résoudre tous les problèmes, que leurs ressources financières sont limitées et que le pouvoir de décision se trouve désormais concentré dans les mains de quelques puissances financières mondiales.

« Nous entrons dans une société où nos enfants vivront moins bien que nous et cela fait peur... »

Et les dirigeants politiques sont tenus responsables de tous ces maux. À la fois parce qu'ils ont laissé faire la financiarisation et parce qu'ils sont le plus bel exemple d'impuissance face à toutes ces évolutions. Mais aussi parce que ce sont les seuls interlocuteurs auxquels il est encore possible d'adresser nos ressentiments ; les patrons des grandes entreprises étant des actionnaires, des milliardaires, des sièges délocalisés, bref, des personnes non identifiables.

« La critique à l'égard des politiques s'est accentuée ces dernières années et est devenue quelque chose d'évident : on ne peut plus défendre les politiques, c'est inaudible... »

Une réalité qui se double d'une méfiance généralisée à l'égard des gouvernements. La chose politique semble délaissée par un nombre de plus en plus important de citoyens. Les débats politiques requièrent un bagage, des connaissances complexes qui éloignent les hommes et femmes politiques d'un certain nombre de citoyens. C'est une défiance vis-à-vis des décideurs politiques, mais également des organes de contrôle démocratique (les médias, les syndicats, les agences de notation et d'évaluation...). Cette masse est considérée comme faisant partie d'une « élite » pour laquelle la plus grande méfiance s'applique. Nous y reviendrons. Ainsi, le fait que la frustration de la population s'accroît et que la responsabilité de cette frustration est imputée au politique, cela amène à une méfiance généralisée du politique, à sa perte de légitimité.

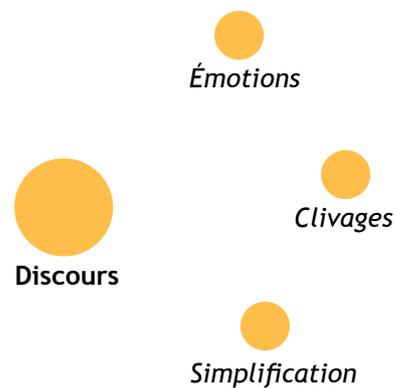
La défiance devient même parfois rancœur à l'égard du politique, les discours populistes et les médias agissant comme des amplificateurs de cette défiance. Nos hommes et femmes politiques doivent aujourd'hui être irréprochables dans leur vie publique, mais également dans leur vie privée. Le moindre soupçon d'agissements répréhensibles devient une accusation dont il est devenu impossible de se défendre : lorsqu'un ministre est publiquement attaqué pour détournement d'argent ou pour conflit d'intérêts, sa réputation est ternie, l'accusation sans preuve suffisant à l'opinion publique pour le juger. « En Europe, un ministre est-il réputé s'être octroyé quelque avantage financier, aussitôt les médias se précipitent : scandale, indignation, dégoût. L'argent détourné peut bien ne représenter qu'une infime fraction de rémunération d'un grand footballeur ou d'un dirigeant d'entreprise, cela n'importe pas ». Dans un contexte de suspicion permanente, il est difficile pour les dirigeants d'opérer les changements attendus, ce qui renforce le sentiment que « rien ne bouge ».

La stratégie d'« évitement du blâme »

Il s'agit d'une stratégie très courante en politique qui consiste à reporter la responsabilité de la décision sur d'autres têtes : c'est l'Europe qui impose l'austérité, le marché qui réclame plus de libertés, etc. Cette tendance s'explique par la peur que les décideurs ont de la sanction ou de la contestation. Cette peur s'explique d'autant plus dans un contexte de méfiance du monde politique, perpétuellement remis en question et suspecté de mauvaises intentions. L'effet négatif est que les décideurs politiques ont une tendance à éviter les réformes ambitieuses.

DÉCODER LES DISCOURS POPULISTES

“Des campagnes de vengeance ont été lancées contre ceux qui attiraient l’attention sur les dangers de la déliquescence spirituelle et du nihilisme. On a traité d’intransigeants ceux pour qui l’Europe a besoin de frontières extérieures physiques défendables. On a traité de racistes ceux pour qui l’immigration signifie un danger pour notre culture. On a accusé de discrimination ceux qui ont pris la parole en défense de la chrétienté. On a traité d’homophobes ceux qui ont pris la défense de la famille. On a qualifié de nazis ceux pour qui l’Europe est l’alliance des nations. Et enfin, on a traité de fantaisistes ceux qui ont pris un autre chemin que la voie économique bancal de Bruxelles”. (Viktor Orban, le 23 octobre 2017).



Le discours populiste présente trois caractéristiques fondamentales : il s’appuie sur les émotions et les amplifie, il simplifie les idées et les causes pour fournir une explication facile à nos émotions. Enfin, il opère des clivages et des discriminations au sein de la société.

Un discours qui amplifie les émotions

Le discours populiste part de sentiments déjà existants, en les amplifiant, en les exaltant. Ce faisant, l'orateur induit une volonté d'action, une envie de le suivre.

- **La peur.** Nous portons en nous une angoisse liée à l'incertitude de l'existence. Nous ne savons pas de quoi demain sera fait. Le discours populiste transforme cette angoisse en véritable terreur en lui donnant des fondements. Par exemple, l'instabilité du monde du travail nous angoisse ; dès lors qu'un discours populiste brandit la menace d'une immigration qui viendrait « voler nos emplois », notre angoisse trouve un point d'ancrage ; une bouée qui lui permet de se maintenir à flot et de se transformer en véritable terreur. Nous devenons alors enclins à accorder du crédit aux propositions de fermeture et de repli sur soi.
- **La colère.** Nous avons de nombreuses raisons d'être en colère ou de nous indigner, lorsqu'on voit que les grandes fortunes éludent l'impôt, que des patrons se trouvant à l'autre bout du monde ont le pouvoir de décider de fermer une entreprise et de mettre à la rue des centaines de travailleurs... Le populiste transformera cette colère en dégoût, voire en véritable haine en nommant les responsables de cette colère et en orientant la haine sur eux.
- **L'espoir.** Nous rêvons tous d'un monde meilleur, avec moins d'inégalités. Mais aussi, plus pragmatiquement, d'avoir un meilleur confort de vie et plus de bien-être... Le populiste, lui, va transformer cet espoir en désir, en envie, en jalousie, en montrant que tout est possible, qu'il suffit de le vouloir, comme s'il avait le pouvoir de changer le cours de l'existence de chacun d'entre nous individuellement.

... Qui simplifie les idées et les causes

Les discours populistes fonctionnent parce qu'ils sont simplistes. Ils simplifient d'abord les idées en recourant à des clichés ou des stéréotypes : les étrangers volent nos emplois, les hommes politiques sont tous des magouilleurs... Ce faisant, ils simplifient les causes des problèmes qu'ils soulèvent afin de fournir des explications à nos émotions. Ces causes attribuées sont crédibles, mais souvent disproportionnées ou masquent en réalité des causes plus profondes. Si on prend l'exemple du problème de la perte de repères identitaires dans nos sociétés et de la peur qui en découle, les populistes attribuent ce phénomène à une cause simple : l'Islam, qui devient dès lors un ennemi à combattre. Et la réponse est alors tout aussi simple, il suffirait d'interdire à des personnes issues de certains pays l'entrée à l'intérieur du territoire. Mais cette perte de repères identitaires ne viendrait-elle pas, plus fondamentalement, du déclin de la spiritualité dans nos sociétés et de celui de l'Église comme mode d'organisation de la vie quotidienne ? De l'absence de cadres de références proposant des valeurs alternatives à celles de la société de consommation ? Ces causes-là sont bien plus profondes et il est dès lors beaucoup plus difficile d'agir dessus... La tentation est alors grande d'adhérer aux explications simplistes du populisme.

... Qui est discriminant

Le discours populiste est fondamentalement discriminant parce qu'il fonctionne par homogénéisation. Il exacerbe les ressemblances entre les membres d'un groupe, et les dissemblances entre les membres de groupes différents. Il montre que les différences qui existent entre les uns et les autres sont insurmontables et que la seule solution est l'exclusion. C'est leur principale caractéristique : ils sont extrêmement clivant.

Si beaucoup de discours politiques présentent l'une ou l'autre de ces caractéristiques, tous ne relèvent pas du populisme. C'est là toute la complexité et l'importance de comprendre les mots. Car l'enjeu démocratique est de taille. C'est le fait d'opposer par des raisonnements simplificateurs des groupes de personnes entre elles, et d'attiser la colère et la peur par une rhétorique choc, qui caractérise le discours populiste.

La logique du discours populiste repose sur 4 dimensions : tout d'abord, le leader présente une situation de crise, voire une forme de chaos et définit les victimes de cette situation.

Il évoque un avenir sombre et n'hésite pas à être alarmiste. Il présente ensuite les responsables de cette situation, la source du mal. Il exalte les valeurs qui l'animent et qui fondent la communauté qu'il représente (généralement, « le peuple »). Enfin, il se présente en tant que digne représentant de cette communauté et unique sauveur. C'est ce que nous allons détailler à présent.

LA SITUATION DE CRISE ET LA VICTIMISATION



Il y a une mémoire fantasmée, « c'était mieux avant », or, ce n'était pas mieux avant. On n'a jamais été aussi riches et en si bonne santé qu'aujourd'hui.

Les populistes ont besoin que le public se trouve dans un état de forte insatisfaction. Leur accroche est la crise : « crise des migrants », « crise énergétique », « crise économique », « crise politique »... la réalité est toujours présentée comme étant problématique : les entreprises qui vivent une situation difficile, leurs charges sociales sont trop élevées ; les travailleurs qui vivent dans la précarité et les inégalités économiques ; la nation, qui connaît un appauvrissement général. Et à les écouter, l'avenir paraît plus sombre encore, et nous aurions de bonnes raisons d'avoir peur.

« Et puis mes amis, notre pays qui était à la pointe du développement nucléaire, qui exportait de l'énergie, qui construisait des centrales partout dans le monde, avec Electrabel, avec Tractebel, se demande comment il passera l'hiver sans black-out. L'abandon du nucléaire, au profit du renouvelable inefficace, a été et est une catastrophe. Et ça, c'est la responsabilité des écologistes, du PS, du CDH et du MR. Ils sont tous responsables, si demain il y a le black-out cet hiver, si nous restons des heures dans le noir, si les entreprises perdent de l'argent, si des catastrophes se passent » (Mischaël Modrikammen, décembre 2014).

Ce faisant, ils rencontrent une tendance à aimer se plaindre : nous aimons nous positionner en victimes d'un système qui nous dépasse. Nous aimons dire que nous ne sommes pas bien représentés, que nous sommes ignorés ou méprisés.

Les grandes victimes de cette situation de crise sont alors identifiées, il s'agit des « petits », du « peuple ». Autant de catégories d'appartenance créées de manière totalement artificielle et qui ne correspondent bien souvent à aucune réalité vécue. On entend bien souvent parler du « peuple » qui a été trahi. Et tout l'art du discours populiste est de ne pas être clair, de rester vague. Quand un leader populiste parle de « peuple », il peut à la fois parler des exclus, faire référence à une appartenance nationale, ou au corps électoral. Il s'appuie sur l'idée que le peuple est fondamentalement « bon » et qu'il a été trompé, trahi.

« Aujourd'hui non seulement nous transférons le pouvoir d'une administration à une autre ou d'un parti à un autre, mais nous transférons le pouvoir de la capitale Washington et le donnons à nouveau à vous, le peuple américain [...] Le 20 janvier 2017 restera dans les mémoires comme le jour où le peuple dirige à nouveau la nation » (Donald Trump, le 20 janvier 2017).

LA DIABOLISATION

Le discours populiste consiste ensuite à déterminer un coupable à la situation dont est victime le « peuple ». On touche là au fondement même du populisme : le clivage de la société entre bons et mauvais, clivage qui engendre de facto des discriminations.

Tous ceux qui ne font pas partie du « peuple » éveillent la méfiance des populistes et sont considérés comme des ennemis. Différents ennemis sont traditionnellement dénoncés par les populistes. Parfois ceux-ci n'en identifient qu'un seul (les élites), mais ils sont souvent multiples (les élites, l'Europe, les étrangers).

Les politiques : le point commun de tous les populistes est de rejeter les partis, les députés, les fonctionnaires, parfois même les scientifiques, ceux qu'ils pensent être les détenteurs du monopole de la rationalité et donc de la décision. Cette masse est appelée « les élites ». Les femmes et hommes politiques sont considérés comme étant mus par des motivations personnelles et trahissant leurs promesses.

« Pendant trop longtemps, un petit groupe dans notre capitale a récolté les avantages du gouvernement tandis que le peuple en a assumé le coût. Washington a prospéré, mais le peuple n'a pas eu de part de cette richesse. Les politiciens ont prospéré, mais les emplois se sont taris et les usines ont fermé. L'establishment s'est protégé lui-même, mais n'a pas protégé les citoyens de notre pays [...] Nous n'accepterons plus des hommes politiques qui parlent et n'agissent pas, tout le temps en train de se plaindre sans jamais rien faire. Le temps des paroles creuses est fini. Maintenant, c'est l'heure de l'action. Ne laissez personne vous dire que cela ne peut pas être fait. Aucun défi n'est assez grand pour le cœur, la combativité et l'esprit de l'Amérique » (Donald Trump, le 20 janvier 2017) .

« *L'avenir appartient aux peuples de l'Europe. Car les peuples de l'Europe en ont assez de la trahison des élites multiculturelles qui détruisent nos identités et nos traditions, de ces hypocrites qui gaspillent nos richesses et qui mettent en danger l'avenir de nos enfants. Tout comme vous, nous voulons garder notre pays souverain et indépendant* » (Geert Wilders, lors d'un congrès du FN, le 29 novembre 2014).

Aujourd'hui, le rôle de l'État est devenu plus ambigu que jamais : on le rend responsable de tout ce qui ne va pas au sein d'un pays, d'une société, et même de nos vies individuelles. Les hommes et les femmes politiques doivent anticiper, préserver, réagir, sans la moindre défaillance et dans un sens qui conviendrait à chacun d'entre nous, quelles que soient nos attentes. On lui reproche tout ce qui échoue, tout ce qui n'avance pas, mais on ne le félicite pas pour ce qui fonctionne ou progresse. Et dans le même temps, il arrive souvent que le moindre changement, la moindre décision, même prise démocratiquement soit le terrain de critiques virulentes. Tout cela rend l'action politique aujourd'hui difficile et lui donne généralement mauvaise presse.

« *Nos responsables politiques, chers amis, pour la plupart d'entre eux, n'ont jamais fait qu'une chose dans leur vie, dès leur plus jeune âge : vivre de l'argent public et le dépenser. Ils n'ont pas généralement la moindre idée de ce que vit l'entrepreneur qui commence son mois d'activité avec des salaires, des loyers, des charges à couvrir, avant d'avoir engrangé le moindre bénéfice. Notre Premier ministre, il était ministre à 23 ans, faut-il le rappeler ? Dès l'âge de 23 ans, ce qu'il a pu faire, c'était de dépenser l'argent public. Il n'a pas la moindre idée comment on le fait rentrer cet argent, comment les citoyens, les entrepreneurs, les gens ordinaires suent sang et eau tous les jours pour créer cette richesse* » (Mischaël Modrikammen, décembre 2014).

Les étrangers à la nation

Les « **immigrés** ». Il s'agit du sujet favori des populistes d'extrême droite. Les étrangers, et le plus souvent les immigrés, sont jugés comme étant sans valeur. Ceux-là menacent l'ordre social, les valeurs, les traditions, l'économie, les emplois, la sécurité et sont d'ailleurs assimilés à des « terroristes »... bref, ils sont présentés comme étant la source de tous les dangers encourus par notre société.

toutes les personnes qui arrivent dans notre pays par des voies non officielles (donc pas les « expats »). Qu'il s'agisse de demandeurs d'asile, de réfugiés ou de personnes en transit, quel que soit leur pays d'origine, aucune distinction n'est opérée. Ils distinguent ainsi les « bons » et les « mauvais » étrangers.

Les étrangers sont des cibles faciles, des boucs émissaires habituels...

« *Nous ne cherchons pas à imposer notre mode de vie, mais plutôt à le rendre éclatant comme un exemple à suivre. Nous renforcerons nos vieilles alliances et en forgerons de nouvelles et unirons le monde civilisé contre le terrorisme islamique radical, que nous allons éradiquer complètement de la surface de la Terre* » (Donald Trump, le 20 janvier 2018).

« *Je n'acceptais plus, comme nous tous ce soir, ce politiquement correct, ce refus de nommer les choses par leur nom. Je ne supportai plus que tous les dérives et les maux constatés chaque jour par les citoyens ordinaires soient niés, minimisés, ridiculisés par une certaine presse, par nos prétendues élites, et bien sûr par les partis traditionnels. Ces maux qui rongent notre société ont pourtant un nom. Ils s'appellent tout d'abord perte de tout repère moral, oubli de notre histoire, oubli de l'Histoire tout court. Négation de tout ce que l'Occident judéo-chrétien a apporté à l'humanité. Culpabilisation permanente de ce que nous sommes. Négation de ce que notre pays, la Belgique est et a été, de ce qu'elle représente encore aujourd'hui pour beaucoup.*

Cette immigration se fait au détriment bien sûr des populations belges de souche, mais aussi au détriment de tous les étrangers qui se sont établis, adaptés et contribuent au bien-être commun, et que je salue ici ! » (Mischaël Modrikammen, décembre 2014).

Les institutions européennes

Ces institutions sont des cibles faciles, car elles sont dépersonnalisées. Elles permettent de faire une critique suffisamment floue, non ciblée. En parlant de l'Union européenne, on se dédouane de toute responsabilité, en la reportant sur un acteur extérieur, lointain.

« Plus l'UE a de pouvoirs moins les états en ont. Son organisation, ou devrais-je dire sa bureaucratie, est aux mains de commissaires anonymes, illégitimes et arrogants qui agissent en vertu de pouvoirs qu'ils croient de droit divin » (Marine Le Pen, le 3 mai 2018).

« Cette Union européenne n'est pas l'Europe. C'est une idéologie qui ne sait que regarder vers l'avenir tout en souffrant d'amnésie historique. Une idéologie hors-sol, sans peuple, sans racines, sans âme et sans civilisation. L'UE est en train de lentement tuer des nations millénaires. Je vis dans un pays où 80% - oui, vous avez bien entendu - 80% des lois sont imposées par l'UE. La seule fonction de notre Assemblée est aujourd'hui de valider des lois faites par d'autres » (Marion Maréchal-Le Pen, le 22 février 2018).

Les entreprises privées, les banques, le marché, le système financier...

« **Le système** ». Il suffit de critiquer « le système » pour que tout le monde comprenne ce que cela signifie. Pourtant, rien n'est plus flou que ce mot, qui ne nous dit absolument rien des mécanismes permettant d'avoir une quelconque action pour aller vers le changement.

« Qu'ils s'en aillent tous ! » Demain, des millions de gens iront prendre aux cheveux les puissants, excédés de les voir saccager notre pays et condamner la population de la cinquième puissance économique du monde au recul de tous ses acquis sociaux. Ils le feront, révoltés par les mœurs arrogantes des amis de l'argent, non seulement ce Président et son gouvernement, mais aussi toute l'oligarchie : les patrons hors de prix, les sorciers du fric qui transforment tout ce qui est humain en marchandise, les financiers qui vampirisent les entreprises, les barons des médias qui ont effacé des écrans le peuple. Du balai ! Ouste ! De l'air ! Je souhaite une révolution « citoyenne » en France pour reprendre le pouvoir à l'oligarchie, au monarque présidentiel, et à l'argent roi. Qui veut vraiment chambouler la société doit savoir comment et pour quoi faire. Mon croquis est là pour ça. Pour pouvoir débattre. Partager un enthousiasme. Et donner envie.» (Jean-Luc Mélenchon, Qu'ils s'en aillent tous, Flammarion).

Les populistes vont plus loin parfois, quand ils mettent ensemble plusieurs acteurs, comme les élites, l'Union européenne et le système, qui se sont associés. On entre alors dans une théorie du complot dont la victime est le peuple. Parfois le leader populiste se présente lui-même (ou son parti politique) comme une victime. C'est ainsi que dans une rhétorique guerrière faisant référence aux régimes totalitaires nazis ou staliniens, Marine Le Pen s'exprime en ces termes :

*« Il ne peut y avoir dans notre conception politique, une **police politique** appelée l'Olaf, une sorte de Stasi déguisée en organisme indépendant, chargé de persécuter les opposants comme elle le fait contre le Front national, une sorte de « Securitate » (la police politique de Ceausescu) qui tente d'intimider les dirigeants récalcitrants ou leurs proches comme elle le fait pour Viktor Orban » (Marine Le Pen, le 3 mai 2018).*

Définitions :

Une police politique est le service de police qui opère généralement dans le secret pour maintenir la sécurité nationale contre les menaces internes à l'État, elle est caractéristique des régimes totalitaires (nazisme, stalinisme...).

L'Olaf est l'Office européen antifraude qui enquête sur les affaires de corruption et les fautes graves commises au sein des institutions européennes.

La Stasi était le service de police politique, de renseignements, d'espionnage et de contre-espionnage de la République démocratique allemande.

L'EXALTATION DE VALEURS

Le discours populiste met en exergue un certain nombre de valeurs qui fondent la légitimité du peuple qu'il représente, qui justifie les discriminations qu'il propose. Souvent (mais pas toujours), il crée une histoire commune, il s'appuie sur les mythes fondateurs de la nation, de la nature ou de la communauté, autant d'éléments qui sont censés légitimer la supériorité d'un peuple sur les autres, ou la légitimité de revendications de propriétés et de fermeture à l'autre.

Le mythe de la nation : une nation qui a une histoire et des traditions qui fondent son identité.

« L'Europe, c'est le conte mythologique d'une jeune fille belle et naïve entraînée par le Dieu Zeus qui pour l'occasion s'est muté en un taureau d'un blanc immaculé, une histoire qui vient illustrer l'allégorie d'un continent qui a besoin d'être conduit pour accomplir son destin. À de nombreuses reprises, dans leur histoire immémoriale, les peuples européens se sont trouvés à la croisée des chemins ; à chaque fois, l'histoire a voulu qu'ils sortent victorieux des menaces d'invasion et d'asservissement et qu'ils fassent triompher les valeurs d'une civilisation parmi les plus brillantes que l'humanité ait jamais portées, une civilisation qui a éclairé le monde de son idéal de liberté, qui a enrichi la science de son intelligence et les arts de son génie créatif. [...] M. Macron croit-il pouvoir abolir d'une formule ce qui fait l'identité d'un continent pétri de valeurs communes, l'identité profonde de la France depuis Clovis, l'identité de chacun d'entre nous. Pour nous, l'Europe, c'est d'abord un tronc commun, c'est un arbre immense, multimillénaire dont les branches qui tendent vers le ciel seraient les peuples. » (Marine Le Pen, le 3 mai 2018).

Le mythe de la nature : le nationalisme dont se revendiquent les populistes s'appuie sur un territoire, des paysages et un terroir. C'est ce que Marine Le Pen rappelle dans son discours :

« Notre Europe, ce n'est pas seulement un grand marché ou une zone administrative d'application de directives, c'est une histoire qui d'Athènes et de Rome s'est ouverte à ces territoires terrestres et scientifiques que nous avons découverts, c'est une géographie qui embrasse cinquante pays de l'Atlantique à l'Oural et plus de 700 millions d'habitants » (Marine Le Pen, 3 mai 2018).

Le mythe de la communauté : les leaders populistes cherchent à fabriquer une communauté, à faire émerger un « nous », à être le point commun d'individus qui désormais se reconnaissent et estiment se ressembler et partager une identité. La communauté partage un territoire, des valeurs, une histoire et une « culture » faite d'habitudes, de traditions, de conflits et d'ennemis communs. Et pour renforcer l'imaginaire de l'existence de la communauté, ils mettent en avant le danger de la dissolution de cette communauté en raison de forces telles que la mondialisation, les migrations et l'avènement d'une société multiculturelle.

Bart de Wever, par exemple, définit la nation flamande en termes de lien de sang, de territoire et d'une communauté culturelle :

« Le Flamand existe bel et bien. Les Flamands (...), ont un destin commun (...). Nous sommes les 'Flamands'. Nous savons précisément de qui nous parlons. Les Flamands ont un territoire bien défini, un passé commun et un schéma culturel » (Bart de Wever, dans Maly 2013)

C'est dans cette optique que la N-VA conçoit la démocratie : une démocratie attachée à une identité. Ainsi, pour jouir de droits, il faut avoir une identité. Cela va à l'encontre du principe selon lequel chaque citoyen dispose de droits fondamentaux inaliénables qui le rendent égal aux autres citoyens¹. La revue Démocratie a fait l'exercice de décoder les discours du président de la N-VA, Bart de Wever et de présenter sa conception de la démocratie². Pour Bart de Wever, le peuple s'exprime par les urnes, et uniquement par les urnes. Le résultat des élections amène un unique représentant légitime du peuple, de la nation. C'est ainsi que Bart de Wever se présente. Et les mouvements de contestation, d'opposition n'ont pas à être entendus, dès lors que les urnes ont parlé.

¹ Maly, 2013

² Maly, 2013

LE SAUVEUR

« Je combattrai pour vous de toutes mes forces et je ne vous laisserai jamais tomber. L'Amérique va recommencer à gagner, à gagner comme jamais auparavant » (Donald Trump, le 20 janvier 2017).

« À nous de construire cette victoire historique. Ce serait une révolution, une révolution par les urnes, une révolution venue d'une insurrection électorale » (Marine Le Pen, le 3 mai 2018).

Le leader populiste se présente finalement en sauveur du peuple en promettant de le libérer. Mais pourquoi lui faire confiance ?

Il est « authentique » : le leader rappelle qu'il fait partie du peuple et qu'il n'a pas peur de dire tout haut ce que le peuple pense tout bas : « faites-moi confiance », « je n'ai rien à cacher », « je fais ce que je dis ». Pour être franc et authentique et pour représenter dignement le peuple, il s'octroie le droit de choquer, d'utiliser des formules agressives, ce qu'il appellera le « parler-vrai »¹.

« Les médias ont un problème gigantesque. Même un chien ne les croirait pas. S'ils sortaient, ils pourraient eux-mêmes en faire le constat », estime le président de la N-VA. Derrière les écrans, beaucoup pensent comme moi. Les médias sont conspués, mais personne n'ose le dire à voix haute. Tous en ont peur. Moi, j'en ai assez de me taire » (Bart de Wever, 2012²).

Il est « puissant » : le populiste se présente comme étant doué de la puissance de faire bouger les lignes, de changer le monde.

« Mesdames, Messieurs, je reconnais que Dieu a été généreux avec moi. Plus que je ne le mérite. J'ai demandé de la force... et Dieu m'a donné des difficultés à surmonter pour que je devienne fort. J'ai demandé de la sagesse... et Dieu m'a donné des problèmes à résoudre. J'ai demandé de la prospérité... et Dieu m'a donné un cerveau et des muscles pour travailler. J'ai demandé du courage... et Dieu m'a donné des dangers à affronter. J'ai demandé de l'amour... et Dieu m'a donné des gens que je devais

aider. J'ai demandé de la chance... et Dieu m'a donné des opportunités pour la saisir. Je n'ai rien reçu de ce que j'avais demandé, mais j'ai reçu tout ce dont j'avais besoin » (Lula, janvier 2003).

Il promet la « libération » : le leader populiste promet de rétablir la souveraineté populaire par une action rapide et immédiate, en s'affranchissant des institutions. Il ne tient ainsi pas compte des contraintes budgétaires ou juridiques ni des parcours de prise de décisions. C'est la raison pour laquelle les programmes de partis populistes sont démagogiques, en ce qu'ils visent à flatter et à exciter les passions populaires³. C'est précisément cela qui rend douteuse la capacité d'action des populistes : comment s'y prendre concrètement pour agir sans passer par les canaux habituels et traditionnels de décision ?

« Avec cette mesure, nous créons demain 100 000 emplois, immédiatement ! » (Mischaël Modrikamen, décembre 2014).

« Notre succès, c'est un peu comme un virus, un virus pour lequel ils n'ont pas trouvé de vaccin et qui se propage comme une épidémie. C'est ainsi que vous devez le voir, nous sommes une utopie concrète. Nous incarnons le rêve de millions de personnes, nous incarnons le changement qui arrive partout dans le monde » (Beppe Grillo).



¹ Eraly, 2018

² Le Vif : <https://www.levif.be/actualite/belgique/bart-de-wever-s-en-prend-aux-medias/article-normal-163803.html>

³ Eraly, 2018

La mise en scène d'une personnalité

La mise en scène, les phrases-chocs, les jeux médiatiques sont autant d'ingrédients que le leader populiste utilise pour faire passer ses idées, pour construire son charisme. La personne doit dès lors disposer de talents tels qu'une aisance de parole, une maîtrise des joutes verbales et un esprit combatif.

C'est le cas par exemple de Beppe Grillo, acteur et humoriste italien qui est devenu la figure de proue du mouvement populiste 5 étoiles. Il a nommé sa campagne « Le Tsunami tour »

« On dit que je suis mégalomane, alors tous avec moi, 1, 2, 3, mégalomanes ! mégalomanes ! » (Beppe Grillo)

Ceux qui suivent le populiste n'ont pas simplement confiance en lui, mais lui vouent souvent une véritable admiration. Il devient généralement un leader parce qu'il se sent « poussé par une force intérieure », parce qu'il comprend intimement les personnes (le peuple) qu'il représente. Il opère une forte personnalisation du pouvoir, de sorte que, bien souvent sans lui le parti qu'il représente s'effondrerait.

« Ici même, il y a quatre ans, un premier janvier, j'ai connu la plus importante expérience de ma vie - celle d'assumer la présidence de mon pays. Il ne s'agissait pas seulement de la réalisation d'un rêve personnel. Ce qui s'est produit est le résultat d'un puissant mouvement historique, dont je ne me sentais qu'un humble instrument, et j'ai toujours ce sentiment. Pour la première fois, un homme qui est né dans la pauvreté, qui a dû lutter contre le risque de la mort pendant son enfance et de vaincre son désespoir quand il est devenu adulte [cet homme] est arrivé au plus haut poste de la République, à travers une élection démocratique. Pour la première fois, le long chemin de croix d'un migrant très pauvre qui avait commencé son chemin comme celui de millions de gens venus du nord du Brésil, en haut d'un camion qui transportait les voyageurs debout, aboutissait à l'expression d'un projet collectif, dans la montée vers le Palais de la Présidence de la République » (Discours d'investiture de Lula, Brésil, janvier 2003).



RECONNAÎTRE UN DISCOURS POPULISTE EN 4 ÉTAPES

1

« LA SOCIÉTÉ VA MAL »

Le discours populiste commence par mettre en évidence que la situation sociale est désastreuse, il exacerbe la situation de crise et présente le «peuple» comme victime.

2

« LES ÉLITES, LES IMMIGRÉS, LE SYSTÈME »

Le discours cherche ensuite à désigner un coupable. Généralement, ce sont les «élites», les «étrangers», le «système» sont coupables...
Ce peut même être un complot contre le peuple, contre les victimes.

3

« NOUS SOMMES LE PEUPLE »

Il exalte certaines valeurs, comme la nation, la nature, le peuple et détermine ceux qui n'en font pas partie, ceux qu'il faut exclure.

4

« LA LIBÉRATION ARRIVE »

Le populiste se présente comme le représentant du peuple, et promet un changement radical et immédiat.

QUAND LE POLITIQUE UTILISE LA RELIGION

Le populisme qui triomphe en Europe s'appuie sur le patrimoine matériel : il met par exemple en évidence que les intérêts économiques de certains groupes sociaux sont remis en cause par la mondialisation, il utilise la baisse ou la stagnation du pouvoir d'achat pour parler « au nom du petit peuple ».

Dans cet ordre d'idées, l'arrivée d'étrangers dans notre pays par des voies illégales, qui est appelée « crise des migrants », a engendré une production massive de discours fondés sur le rejet de l'autre. Parmi les arguments mobilisés par ces discours, on trouve celui du choc que les migrants sont pour nos économies. Cet argument, qui a été largement démonté par les analystes¹, témoigne de cette crainte liée au patrimoine matériel.



«Aujourd'hui on utilise le religieux pour construire quelque chose qui n'a rien à voir avec la foi»

Mais au-delà de ça, il faut souligner un argument bien plus dangereux dans ces discours, qui vise à défendre un patrimoine immatériel en affirmant notre appartenance à la chrétienté. C'est ce qu'on retrouve dans tous les discours qui mettent en évidence les valeurs, les traditions, les habitudes de l'Occident. Il est indéniable que les Européens voient leur société changer au contact de nouvelles cultures et que certains ont peur de se retrouver dans quelques années, dans une société radicalement différente². Et dans ce contexte, des arguments fondés sur l'appartenance religieuse ont émergé. Par exemple, Viktor Orban, en octobre 2017 accusait l'Union européenne de vouloir liquider l'héritage chrétien en laissant entrer les migrants.

Mais, quand on parle de « valeurs chrétiennes », de quoi parle-t-on au juste ? Aux États-Unis, le mouvement Tea Party prône un retour aux sources chrétiennes de l'Amérique. En 2010, Nicolas Sarkozy s'affichait au Vatican après l'expulsion des Roms pour mieux montrer son attachement aux valeurs dites « chrétiennes », alors même que la France est un pays où l'on revendique principalement les valeurs de la Révolution et de la République. Angela Merkel opposait les valeurs chrétiennes à celles des non-chrétiens lors d'un congrès de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne³.

Derrière toutes ces prises de position se trouve l'idée que notre monde moderne, ce qui fait la richesse de l'Occident, ce sont les valeurs chrétiennes : le sens de la dignité de la personne, de la solidarité, du travail et de la famille⁴. Cela signifie-t-il que seule la religion chrétienne prône de telles valeurs ? La réponse est évidemment non : le partage, l'entraide et la solidarité se retrouvent dans bon nombre de religions et cultures du monde entier.

«En tant que Français, nous sommes les héritiers de cette civilisation et c'est à nous qu'il revient l'immense responsabilité de ne pas rompre la chaîne invisible, de faire perdurer et enrichir cette magnifique œuvre qui est, parce que c'est une loi de l'histoire des hommes et du monde, sans cesse remise en cause. De notre héritage helléno-chrétien que nous brandissons avec fierté, nous revendiquons une conception particulière de l'homme qui reconnaît l'individu en tant que personne libre, unique, autonome : «le maître vaut l'esclave et l'esclave vaut le maître» [...] Or, j'ai expliqué pourquoi, je le réaffirme, nous revendiquons les racines chrétiennes de la France. Elles sont d'ailleurs autant une référence culturelle que religieuse. Tout le monde fête Noël, ceux qui croient comme ceux qui ne croient pas. Le dire, ce n'est pas là attenter à la laïcité à laquelle nous croyons et que nous défendons. Concrètement, allons-nous accepter que l'on change notre calendrier pour nous imposer des jours fériés d'autres religions ? Et demain que nous imposera-t-on ? Des interdits alimentaires, des obligations vestimentaires, des interdictions sexistes qui émanent d'autres systèmes de valeurs ? Bien sûr que non ! Le projet de M. Macron, on le pressent, c'est un projet qui, sous des airs enchanteurs, prépare la bifurcation identitaire de l'Europe et de la France ». (Marine Le Pen, le 3 mai 2018)

¹ À ce sujet, nous avons publié un Énéo Focus : « L'accueil des réfugiés, un atout pour notre économie », disponible en ligne : <https://www.eneo.be/analyses-2018/etudes-analyses/analyses/analyses-2018.html>

² Mégevand, 2011

³ Source : Baumard, 2010

⁴ Baumard, 2010

Ainsi, les valeurs de dignité, de solidarité n'ont rien de spécifiquement chrétien. Ce sont « *au contraire des aspirations universelles qui n'attendent que des conditions institutionnelles favorables pour s'exprimer* »¹. Car, dans d'autres pays, d'autres traditions religieuses, des hommes et des femmes se battent pour défendre leurs droits et leur liberté contre des régimes dictatoriaux. Car tout être humain aspire à être heureux, au bien-être et à la justice. Qui pourrait valablement souhaiter que l'autre souffre ou n'ait pas un accès égal aux ressources ?

Force est de constater que c'est également au nom des valeurs chrétiennes que certains actes de barbarie ont été commis, ou qu'aujourd'hui l'on prône des politiques de fermeture à l'autre, aux plus démunis, ce qui va à l'encontre même des valeurs chrétiennes. Ainsi, nous dit Nicolas Baumard, anthropologue : « *ce n'est pas à ses valeurs chrétiennes que l'Occident doit son succès, puisque celles-ci ne l'ont guère protégé de l'injustice et de la guerre, c'est à un contexte historique particulier, un certain équilibre des pouvoirs ayant permis l'émergence d'institutions respectueuses des individus* ».

C'est d'autant plus paradoxal que les églises n'ont jamais été aussi désertées qu'aujourd'hui. Comment peut-on valablement se revendiquer de la religion chrétienne si l'on n'en partage ni les pratiques ni les valeurs ? C'est parce que l'argument confond religion et traditions, habitudes. En effet, notre société s'est laïcisée, la religion étant proscrite de nos institutions et reléguée à la sphère intime. Aujourd'hui, cette même religion est brandie comme un argument de masse pour contrer la peur de la recombinaison ethnoculturelle. En réalité, le religieux est brandi comme un bien, un patrimoine, une tradition, mais il est totalement séparé de sa dimension spirituelle : c'est l'attachement aux fêtes de Noël par exemple qui est évoqué par Marine Le Pen dans son discours comme symbole de ce qu'elle prétend être la religion chrétienne. Ce retour du religieux est un retour d'une religion comme patrimoine et pas comme une spiritualité.

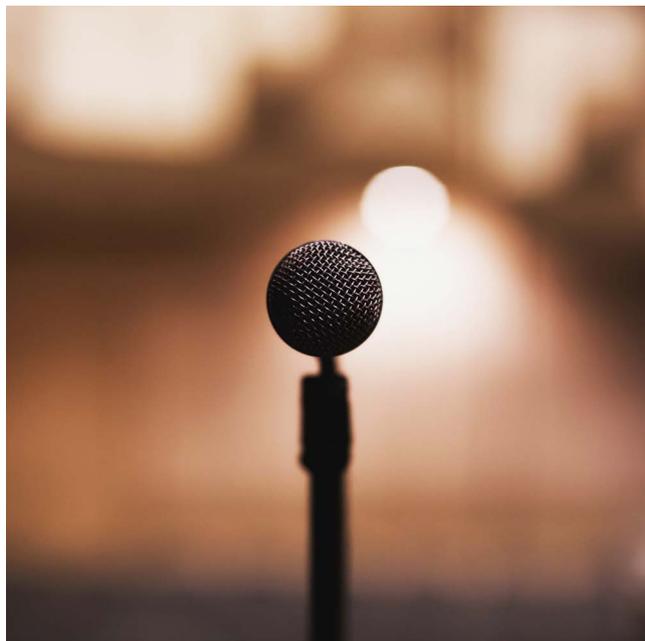
En réalité on peut penser que la peur n'est pas réellement celle de perdre les valeurs chrétiennes, mais d'être confronté à une absence de valeurs partagées dans nos pays : nos sociétés sont en quête de sens, de spiritualité, elles ne trouvent pas dans la chrétienté

ce qu'elles attendent, et l'Islam semble offrir un cadre et des valeurs, un sentiment d'appartenance, et nous renvoie cette image d'affaiblissement de la spiritualité en Occident au profit de valeurs matérielles.

Paul Franck lors de notre journée d'étude expliquait que si dans des pays de tradition chrétienne nous voulons lutter contre le populisme, il semble important qu'on se mette de plus en plus dans un chemin de recherche de sens. Qu'est-ce qui fait qu'un vivre ensemble est possible ? Mais pour cela, il ne suffit pas de le déclarer, il est nécessaire de se donner des outils pour sortir des raisonnements simplistes. Et de faire en sorte de trouver ce qui rassemble et non ce qui sépare, en cherchant à creuser au cœur des traditions spirituelles, en leur proposant de se rencontrer.

C'est une question d'identités. Des identités moritères qui se nourrissent de certitude et de vérité et qui font de celui qui n'est pas comme moi un adversaire et bientôt un ennemi. Allons chercher ce qui nourrit le vivre ensemble dans un dialogue vrai dans la spiritualité, chrétienne, musulmane, bouddhiste, athée. La tolérance, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Car c'est de son point de vue qu'on tolère.

Mais si nous voulons ouvrir des chemins de partage, reconstruire le lien social, creusons dans les sources spirituelles de notre humanité².



¹ Baumard, 2010

² Paul Franck, journée d'étude d'Énéo, 20 mars 2018

TRAVAILLER SUR L'INTELLIGENCE DES CAUSES



« Notre rationalité collective se nourrit d'une circulation incessante entre le bas des réactions et le haut des réflexions, à l'intérieur de chacun(e) de nous. L'intelligence des causes se construit incessamment par tâtonnements entre, d'une part, l'épiderme de nos réactions face au plaisir et à la douleur et, d'autre part, les réflexions que nos observations et nos expériences produisent en nous. C'est de la bonne circulation entre des expériences ancrées dans un vécu actif et des réflexions nourries de souvenirs précis, d'hypothèses imaginatives et de vérifications critiques que dépend notre rationalité indissociablement individuelle et collective »¹.

Développer un esprit critique

« L'ennemi numéro 1 du populisme c'est l'intelligence. »

Qui n'a jamais été tenté par un discours énoncé avec passion, mais un peu simpliste ? Il suffit parfois que les choses soient bien dites, qu'elles nous parlent ou qu'elles entrent en résonance avec nos émotions pour que l'on soit attiré par des propos. La simplification n'est certes pas le monopole des populistes, mais elle en est néanmoins l'une des voies d'accès.

Ainsi, **refusons la simplification** en allant chercher les causes plus complexes ; en confrontant notre opinion à celle de personnes qui ne pensent pas comme nous ; en acceptant que la réalité sociale soit multiple et

souvent insaisissable ; qu'il n'existe pas de solution rapide et simple à des enjeux complexes qui sont généralement le fruit d'un enchevêtrement de causes et de responsabilités.

Lorsqu'on nous dit : « il n'y a pas d'alternative », « c'est la seule solution », rappelons-nous que la réalité est éminemment complexe. Nous devons revendiquer notre droit à **avoir le choix**, à connaître les alternatives : quand l'Union européenne dit « il n'y a pas d'alternative à l'austérité », il ne faut pas l'accepter, de même quand on nous dit « la seule solution c'est de fermer les frontières » ou « vous êtes le peuple ». La réalité n'étant jamais simple, il existe toujours différentes options ayant des effets différents et reposant sur des valeurs différentes. Le tout est de voir laquelle nous semble la plus juste.

S'informer. Cela nécessite de trouver des informations de qualité en faisant le tri entre les sources. Et en la matière, les citoyens et le monde politique ne pourront travailler sans le concours des médias. Eux aussi doivent repenser leur rôle dans le paysage démocratique belge. Aujourd'hui, une personnalité politique n'existe pas si elle ne passe pas à la télévision. De même, un sujet n'existe qu'à partir du moment où les journaux télévisés le montrent. Par exemple, aux États-Unis, la couverture médiatique des crimes et de la violence domestique a augmenté de 700%, alors que la criminalité, elle, a diminué de 20%².

Le choix des médias de ne présenter majoritairement qu'un seul aspect de la réalité et de ne mettre en exergue que certaines dimensions de la société a un impact puissant sur la manière dont les citoyens perçoivent le monde. C'est ce que J.-J. Jaspers appelle «l'effet de loupe». Cela a d'autant plus d'impact quand on sait qu'un adulte consacre en moyenne 3h50 de son temps quotidien à regarder la télévision et que les sources principales d'information aujourd'hui sont les journaux télévisés, les tabloïds et les réseaux sociaux. Une réflexion sur le choix des sujets présentés doit être menée afin d'informer au mieux les citoyens, de leur donner des clés pour décoder le monde qui les entoure.

Parallèlement, une réflexion sur la manière de présenter les informations doit être menée. Trop souvent les médias privilégient la résonance émotionnelle de l'information. Ils présentent en premier lieu les faits qui agitent les émotions du public.

Par exemple, lors des attentats de Bruxelles, les journaux télévisés montraient principalement les réactions émotionnelles de familles de victimes ou des victimes elles-mêmes. Les journalistes se précipitaient sur les lieux de recueillement pour filmer des personnes en deuil et tenter de leur arracher un témoignage en plein cœur de leur peine, les larmes coulant encore. « *Les problèmes, les conflits sont représentés, dans la télévision de relation, par les réactions émotionnelles des acteurs et non par un exposé analysant les enjeux et le contexte* »¹.

C'est dans ce contexte que les personnalités politiques sont invitées à s'exprimer sur les plateaux télévisés, dans des émissions qui donnent autant de place à leurs avis personnels sur divers sujets qu'à leur action politique. Et, présenter les faits sous l'angle des émotions se fait souvent au détriment du raisonnement et de l'explication des enjeux. Cette manière de transmettre l'information, en amplifiant certains aspects plus spectaculaires, influence notre perception de la réalité et de la démocratie :

«*Laurence Hauttekeete, de l'université de Gand, a constaté que les grands consommateurs de télévision semblent plus indifférents, voire hostiles, envers les institutions politiques. Selon la sociologue gantoise 'plus les gens font confiance au journal télévisé pour leur information, plus leur aversion pour la politique, leur frustration et leur cynisme deviennent grands. Cela serait notamment dû au caractère négatif, anti-institutionnel et conflictuel des sujets télévisés'* »². Un bon dosage entre émotions – désagréables et agréables – et analyse est nécessaire.



«*La seule dynamique valable pour lutter contre les discours populistes est de bâtir des raisonnements sur des faits, sur des théories scientifiques.* »

Il est évident qu'il faut rendre au débat politique et démocratique ses lettres de noblesse, accepter de ne pas être d'accord, argumenter, tout en explicitant les valeurs qui sous-tendent les arguments avancés. Le débat argumenté avec une prise de recul et des arguments scientifiques est nécessaire. Mais il est fondamental de ne pas réduire les sciences aux statistiques. Car force est de constater que dans les débats médiatiques et politiques actuels, les chiffres sont devenus les seuls arguments ayant force d'objectivité et de loi.



«*Il faut pouvoir aller au-delà des chiffres et des statistiques. Il faut mettre l'humain au centre de la problématique. Mais beaucoup de personnes s'arrêtent à ce type d'explications, car on peut interpréter les chiffres d'une manière ou d'une autre.* »

En effet, la science ne règle pas tout, les chiffres sont interprétables, manipulables, et répondre à l'émotion par la raison n'est pas forcément efficace. Les sciences humaines utilisent des méthodologies qui ont fait leur preuve et qui permettent de rendre compte de la complexité de la réalité sociale.

Recréer du collectif



«*Je n'aime pas trop le mot intégration. J'aime qu'un Afghan vienne avec sa culture. Nous devons nous habituer à poser un regard sur qui est l'autre. Nous vivons au milieu d'autres...* »



«*Il faut du temps pour changer les choses, pour s'apprécier au-delà des cultures... les gens reprendront le meilleur des deux cultures...* »

*Redonnons de la vie à nos quartiers*³, tel était le titre de l'une de nos analyses. Investir l'espace public, le local, les liens sociaux de proximité ; créer du sens et des valeurs et des sentiments d'appartenance au niveau d'une famille, d'un quartier, d'une communauté, du travail ; raviver les solidarités de voisinage, de familles, au travail. Tout cela nous demande de **créer des espaces de rencontres**, tant externes (aménagement du territoire), qu'internes (ouverture d'esprit), de réinvestir les solidarités qui reposent sur les liens sociaux qui s'ancrent dans le quotidien, dans la réalité des personnes, et qui ne sont pas virtuels ou

¹ Jaspers, 2012

² Jaspers, 2012

³ Eraly, 2016

globalisés. Les gens cherchent du sens et des valeurs, à s'identifier à une communauté et non pas à un « système » vide de sens. Et, à notre sens, les espaces de travail, les familles et les quartiers, le tissu associatif, peuvent être à l'origine de sens commun, de valeurs partagées.

Cela requiert aussi que l'on devienne, chacun à notre niveau, des acteurs de citoyenneté : s'impliquer dans des groupes politiques, des mouvements sociaux, assister aux séances d'information dans la commune... les occasions de **participation citoyenne** ne manquent pas, il suffit de répondre à l'appel.

Travailler sur les émotions

« *Le gouvernement n'est-il pas responsable de la situation, de l'état d'esprit de peurs diverses face aux réfugiés lorsque l'on voit comment on rabote nos droits liés à la sécurité sociale ?* »

« *On ne peut pas répondre à un slogan par un autre slogan. Il ne faut pas nier les émotions sous-jacentes aux arguments populistes. Mais comment tenir compte de ces émotions et comment rendre les gens responsables ?* »

« *Il faut présenter des projets positifs plutôt que de présenter uniquement ce qui ne va pas. Il existe des projets de solidarité qui sont mis en place, il faut en parler.* »



Lorsqu'un enfant a peur, nous croira-t-il si on lui dit qu'il n'y a aucune raison d'avoir peur, parce qu'on va éliminer tous les monstres qui existent ? Non. Lorsqu'il est en colère, lui promet-on qu'il n'aura plus jamais l'occasion de l'être parce qu'il obtiendra tout ce qu'il voudra ? Non. Simplement parce que les réponses proposées ne sont pas réalistes et qu'elles ne supprimeront pas définitivement les émotions désagréables. En revanche, on peut lui apprendre à réagir à sa colère, à sa peur, à vivre avec elles et à comprendre ce qu'elles racontent ; à chercher les bases rationnelles sur lesquelles elles reposent et à trouver des réponses qui lui conviennent.

Pour répondre aux émotions, parlons des émotions. **Donner de la place à la peur ou à la colère** est sans doute le meilleur moyen de ne pas les transformer en terreur ou en haine. Accepter que ces émotions soient bien réelles, et reconnaître **leur rationalité** permet de les désamorcer. Reconnaître leur rationalité, c'est essayer d'en comprendre les causes, pour pouvoir y apporter une réponse concrète et réfléchie, une réponse qui ne renforce pas ces émotions. Et même si les opinions qui se cachent derrière les émotions nous choquent, il est essentiel de les entendre si l'on veut que notre démocratie fonctionne (cela ne veut pas dire qu'il faille les accepter)¹.

Prenons l'exemple de la peur des migrants qui pousse des hommes politiques, des représentants des forces de l'ordre, des citoyens, à commettre des actes d'une rare violence. Cette peur est alimentée par des discours omniprésents dans les médias sur les risques de terrorisme et d'insécurité. La peur est bien réelle, et le désir de sécurité est compréhensible. L'arrivée des réfugiés (présentée comme massive par le gouvernement) menace l'équilibre précaire que l'on avait et, nous rappelle à quel point on ne sait pas de quoi demain sera fait, que l'avenir est incertain. Jusqu'ici on a reconnu les raisons qui sous-tendent les peurs. On a mis en évidence le besoin de sécurité.

Analysons maintenant la réponse classique que les populistes y apportent : « vous avez de bonnes raisons d'avoir peur, le danger est réel, je vous propose d'interdire l'accès à notre pays aux migrants et vous n'aurez plus de raison d'avoir peur ». À imaginer que l'on puisse réellement éviter les migrations (ce qui est totalement impossible, même en fermant totalement nos frontières), n'aurons-nous plus aucune raison d'avoir peur pour notre avenir, pour notre sécurité et celle de notre entourage ? Serons-nous définitivement en sécurité et heureux ? La réponse est non. La peur, comme la colère et la tristesse feront toujours partie de nos vies. À un niveau individuel, il vaudrait mieux apprendre à vivre avec (vaste programme !).

Au niveau collectif, il est primordial de **traiter les causes des émotions**. Pour comprendre l'émergence du populisme, nous devons nous préoccuper des questions telles que le travail décent, la financiarisation de nos économies de marché, les inégalités croissantes, le manque de solidarité et la peur de l'immigration².

¹ Behrent, 2018

² Voir M. Sandel

DÉVELOPPER UN HORIZON ÉTHIQUE

Faire le pari de la démocratie

Élargir les outils démocratiques

Soutenir les initiatives citoyennes



Développer un horizon
éthique



«La déstabilisation matérielle est d'actualité. Passer d'un emploi à l'autre est difficile, sauf pour les employés de haut niveau. La politique n'a pas beaucoup de marges de manœuvre, car l'économie dirige le monde. Je plains la politique éthique ! »



«Je milite pour le vote des aînés, c'est très important de voter pour nos démocraties...»

L'enrichissement des plus riches ces dernières décennies a nourri un sentiment de colère chez la majorité des gens. Et malheureusement, ce ressentiment, cette colère, prend souvent des formes d'intolérance, de xénophobie, de nationalisme exacerbé. Nous devons démêler les griefs qui sous-tendent les révoltes populistes des sentiments déplaisants. Cela implique que l'on prenne sérieusement en compte la question de la dignité au travail des classes ordinaires de travailleurs. Les partis doivent pouvoir entendre et reconnaître la source de leurs ressentiments¹. Ils doivent proposer des réponses qui tiennent compte des peurs et des colères des citoyens. Pour reprendre notre exemple, les tenants d'une politique d'ouverture peuvent proposer d'offrir un accueil décent aux migrants et travailler à des politiques d'accueil sur le long terme, tout en renforçant aujourd'hui et rapidement la vigilance policière dans les quartiers pour répondre au besoin immédiat de sécurité.

Confronter systématiquement nos émotions à nos valeurs. Avoir la lucidité de mettre dans la balance nos émotions, notre réponse à celles-ci et nos valeurs. Au nom de nos peurs, peut-on accepter de rogner sur nos libertés d'expression, de faits et gestes ? Peut-on accepter que des traitements inhumains soient infligés à des personnes ? Au nom de notre colère ou de notre tristesse, accepte-t-on que des personnes soient enfermées dans des prisons surpeuplées ? Les réponses ne sont pas simples, mais ces examens de conscience doivent se faire à un niveau personnel et au niveau politique.

Faire le pari de la démocratie. Nous devons accepter que nos dirigeants ne puissent pas tout résoudre, que, comme dans tout milieu professionnel, certains soient plus compétents que d'autres, que certains aient des valeurs qu'on partage, d'autres non.

On entend souvent dire que «la politique, ça ne sert à rien». Pourtant, si l'on prend par exemple le niveau communal, des hommes et des femmes, souvent des volontaires, parfois rémunérés, lisent des budgets, suivent les législations, scrutent des cahiers des charges... pour qu'au quotidien les choses avancent. Et, il faut bien reconnaître que nous n'avons pas tous le temps, l'énergie et les capacités pour faire ce travail.

Nous avons la chance de vivre dans des démocraties, où il est évident que l'avis de chaque personne individuelle ne peut être entendu (s'il fallait prendre une décision à 11 millions, on n'avancerait certainement pas beaucoup). Mais certaines personnes sont prêtes à remplir le «job», à travailler dans cette «entreprise» qu'est l'État, à s'y investir, alors faisons-leur confiance. Faisons confiance à cette démocratie, imparfaite, où l'opposition a encore son mot à dire, où des partis défendent des valeurs et une vision de la société. Écoutons-les, posons des actes citoyens et votons. «*Devenir citoyen s'apprend et la citoyenneté se construit*»².

¹ Sandel, 2017

² Gauchet, 1999

Reconnaissons qu'ils ne sont pas « tous pourris », qu'ils ne sont pas tous froids et calculateurs, cherchant le pouvoir, la gloire et l'enrichissement personnel. Acceptons de ne pas tout comprendre, de ne pas tout maîtriser. Acceptons qu'ils ne puissent être tenus responsables de tout. Et si nous désirons un changement ? Soyons ce changement ! Intéressons-nous à ce qu'ils font, essayons de les aider dans leur tâche : nous pouvons faire partie d'un CCCA par exemple, participer aux conseils communaux, aux réunions de quartier, aux invitations à débats lancées par les partis politiques, nous pouvons nous présenter sur des listes électorales, nous investir dans des associations qui font de la veille politique...

Nous aimons les personnalités, celles que l'on voit dans les médias, celles qui s'expriment bien, celles qui utilisent des phrases-chocs, celles qui nous ressemblent... Est-ce pour cela qu'elles rempliront bien leur fonction ? Apprécions-nous, dans notre recherche d'emploi, de n'être jugés que sur notre capacité à nous vendre et pas sur nos compétences réelles ? Acceptons également de sortir du jeu médiatique.

Fuyons aussi les discours qui visent à parler en notre nom, à notre place, les personnes qui se disent être notre voix. Cela ne veut pas dire qu'il faille refuser la démocratie représentative et défendre une démocratie directe où chacun des Belges aurait la possibilité de s'exprimer et de décider pour tous les autres. Cela signifie que nous devons étudier les programmes, analyser les listes électorales afin de détecter les propositions avec lesquelles on est d'accord, celles avec lesquelles on l'est moins ou pas du tout, et les personnes en qui on aurait confiance.

Soutenir les initiatives citoyennes. À l'inverse, exigeons de nos dirigeants, qu'ils jouent le jeu de la démocratie, qu'ils soient à l'écoute des citoyens, par les canaux mis en place, qu'ils en essaient de nouveaux, qu'ils acceptent la concertation sociale.

Qu'ils fassent preuve de transparence sur leurs projets politiques et sur leurs valeurs. Qu'ils ne fassent pas de promesses, mais qu'ils présentent leur programme et leurs inspirations. Qu'ils ne restent pas dans des idées vagues, mais qu'ils déclinent leurs valeurs et leurs projets en mesures concrètes qu'ils proposent à chaque niveau de pouvoir (communal, régional, provincial, national, européen). Selon le philosophe américain Michaël Sandel, les gens sont frustrés par la politique parce que les débats ne mettent jamais en avant les valeurs, les convic-

tions personnelles. Ils doivent lire entre les lignes, et déduire derrière des arguments parfois vides ou trop techniques, les orientations éthiques et les projets de société défendus par les candidats et leurs partis¹ : « *Les gens sont frustrés par le débat politique. Les discours des partis sont vides, technocratiques et managériaux. Ils répugnent à aborder les grandes questions éthiques sur la justice, le bien commun. On demande trop souvent aux citoyens de laisser leurs convictions personnelles dehors, quand ils entrent dans la sphère publique. Cette peur du désaccord est néfaste. Je pense au contraire que le pluralisme et la démocratie dépendent du débat et de l'argumentation* »².

Redonner de la confiance dans le système démocratique en **développant des outils** permettant de laisser davantage d'espace aux voix citoyennes : référendums, budgets participatifs, audits...³. « *Plus est ressenti un sentiment d'impuissance à provoquer les changements souhaités, plus est réduite la capacité d'influence politique (un vote tous les cinq ans et des manifestations superbement ignorées), plus est grande la tentation de voter aux extrêmes en l'espoir d'obtenir un effet maximal d'un geste en soi infinitésimal. Inversement, plus les responsabilités citoyennes seront étendues et régulières, et l'occasion de délibérations de qualité, plus elles seront exercées avec prudence* »⁴.



¹ Sandel, 2010

² M. Sandel dans Faure et Vecrin 2016

³ Vitiereti, 2017

⁴ Vitiereti, 2017

4

POUR CONCLURE

Bon nombre d'éléments qui ont été évoqués dans ce Balises relèvent du discours politique classique : simplifier les causes, utiliser des phrases-choc, brosser l'auditoire dans le sens du poil... il s'agit tout simplement de démagogie, procédé classique en politique, d'autant plus dans le jeu médiatique actuel. Mais, lorsqu'on met bout à bout l'ensemble de ces procédés rhétoriques et que l'objectif est de discriminer une partie de la population, alors la sonnette d'alarme doit être tirée. Nous sommes face à un discours populiste qui ne peut avoir que des effets négatifs : incitation à la violence ou du moins à l'irrespect, au rejet de l'autre, voire à la xénophobie.



10 IDÉES À RETENIR...

- 1.** *L'Europe doit faire face à des inégalités croissantes, à une désillusion massive (voire un rejet) du monde politique, nos économies sont mondialisées et nos cultures sont brassées. Tous ces éléments forment un terreau favorable aux discours et aux mouvements populistes.*
- 2.** *Les projets politiques populistes sont fondés sur le repli communautaire (nationalisme, régionalisme...), en définissant qui fait partie de la communauté et en exacerbant les ressemblances entre les membres de la communauté et les différences avec les autres.*
- 3.** *Le discours populiste amplifie les émotions des citoyens. Il transforme la peur en terreur, la colère en haine et l'espoir en jalousie.*
- 4.** *Le discours populiste simplifie les idées et opère des discriminations : il oppose les « bons » et les « mauvais ». Les bons c'est « le peuple ». Les mauvais ce sont les élites politiques, médiatiques, scientifiques, économiques. Pour les populistes d'extrême droite, les étrangers sont aussi identifiés comme les ennemis du peuple. Cette haine de l'autre peut aller jusqu'à la théorie du complot : les ennemis se ligueraient de manière délibérée contre le peuple.*
- 5.** *Le discours populiste amplifie la situation de crise, car il a besoin que « le peuple » se trouve dans un fort état d'insatisfaction. Il exalte certaines valeurs, celles de la communauté, du territoire, de la nation, de la nature.*
- 6.** *Le leader populiste est une personnalité charismatique qui se présente comme le sauveur du peuple, qui va passer outre toutes les règles pour amener un changement rapide. Il n'hésite pas à utiliser une rhétorique choc, parfois vulgaire, qu'il appelle le « parler-vrai ». Il se met souvent en scène.*
- 7.** *Souvent les discours populistes utilisent la religion pour appuyer leur propos. Ce faisant, ils vident la religion de toute sa dimension spirituelle pour n'en retenir que les traditions, les habitudes. Leurs arguments n'ont en réalité pas grand-chose à voir avec la religion au sens spirituel du terme et n'ont aucun fondement rationnel.*
- 8.** *Pour sortir de l'impasse du populisme, il faut travailler sur l'intelligence des causes. En développant son esprit critique, en s'informant et en réinvestissant le collectif. Les médias ont un rôle important à jouer et doivent repenser leur manière de sélectionner et de présenter les informations.*
- 9.** *Il faut également travailler sur les émotions : les prendre en compte, reconnaître leur base rationnelle, et en traiter les causes. Il faut essayer de démêler les faits, les émotions et les besoins. Il faut systématiquement confronter nos émotions à nos valeurs.*
- 10.** *Développer un horizon éthique permettrait également de lutter contre le populisme, en faisant le pari de la démocratie, en élargissant la participation démocratique par le développement d'outils de citoyenneté, et en soutenant les initiatives citoyennes.*

Les élections communales approchent à grands pas, il est fondamental que les partis politiques prennent la mesure de la montée du populisme et qu'ils s'engagent à proposer un projet démocratique d'envergure.

«Il faut recréer des liens entre les citoyens et les institutions politiques, ou plutôt il faut que les institutions politiques redeviennent, non pas proches des citoyens, mais l'affaire des citoyens»¹.

À nous aussi d'agir, en devenant chacun des acteurs éclairés de cette démocratie, en effectuant un vote de raison, même s'il est évident que notre raison est limitée, orientée, que l'on ne comprend ni ne maîtrise tous les enjeux. Mais refusons les discours simplistes et refusons de tourner le dos aux principes démocratiques et à nos valeurs. Informons-nous et donnons-nous les moyens de poser un choix éclairé. Posons-nous les bonnes questions : sommes-nous vraiment de pauvres victimes d'un système corrompu qui cherche délibérément à nous nuire ? Ne préférons-nous pas être considérés comme des citoyens qui ont, à leur propre niveau, des moyens d'action ? Soyons à l'écoute des réalités vécues, de nos propres émotions, cherchons les différentes options pour répondre aux besoins qui les sous-tendent, et choisissons la réponse qui nous semble la plus juste.

Le populisme qui se répand un peu partout montre déjà l'ampleur de son pouvoir de destruction du vivre ensemble. Nous vivons actuellement en Belgique et en Europe des événements d'une rare violence. C'est à coup de discours simplistes et de phrases choc semant la panique et la haine que l'opinion publique accepte que les droits humains les plus fondamentaux soient bafoués. Il est grand temps de se demander quelle société nous voulons pour demain et qui sera le plus à même de porter ce projet.

Hélène Eraly, Chargée d'études

¹ Vitiereti, 2017

5

POUR ALLER PLUS LOIN...



- Amilec A., Morbic A., (2015), « Pour ou contre le populisme ? », *Multitudes*, 2015/4, n° 61, p.60-65.
- Baumard N., (2010), « Cessons de parler de «valeurs chrétiennes». L'Évangile ne doit pas servir de paravent à l'ethnocentrisme », *Le Monde*, en ligne : <https://lemde.fr/2LmtHed>
- Behrent M.C., (2018), « Comment l'Amérique a produit Donald Trump », dans *Sciences Humaines*, n° 303, mai 2018, p.18-23.
- Blin S., (2017), « Impensable populisme de gauche », *Libération*, en ligne : <https://bit.ly/2uCcq7i>
- Buron J.-Y., (2016), « 'Tous pourris', ou une démocratie à réinventer ? », *Analyse* n°14, Vivre Ensemble Education.
- Cornelis M., (2018), « Populismes : un enjeu démocratique », article paru dans *En Marche*, journal de la Mutualité chrétienne, le 5 avril 2018.
- Charaudeau p., (2011), « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots. Les langages du politique*, 97/2011, en ligne : revues.org.
- Degryse C., (2013), « Europe : à tribord, toute... », *Revue Démocratie*, publié le 30 avril 2013.
- Delvaux B., (2017), « Le populisme, nouvel horizon de la démocratie ? », Interview de Vincent de Coorebyter, analyse du CRISP.
- Faure S., Vécrin A., (2016), « Michael Sandel ou la critique de la raison libérale », *Libération*, 26 avril 2016, en ligne : <https://bit.ly/2NsNk1O>
- Gauchet M., (1999), « La révolution citoyenne », Un entretien d'André Parinaud avec Marcel Gauchet, *Transversales Science Culture*, n°56, mars-avril 1999.
- Guichoux A., (2018), « Le populisme est-il antidémocratique ? », *article paru sur Slate*, en ligne : <https://bit.ly/2LqjXQc>
- Quéré L. (2017), « Les passions du populisme », *Occasional Paper 43*, Institut Marcel Mauss - CEMS, Paris.
- Eraly A., (2018), « Le populisme : pourquoi ? Comment réagir ? », conférence donnée pour la journée d'étude organisée par Énéo, *Populismes, un défi démocratique ?*, le 20/03/2018, Namur.

Eraly H., (2016), « Redonnons de la vie à nos quartiers ! », *Énéo Focus*, 2016/09.

Holeindre V., (2013), « Front national : les raisons d'une ascension », *Reprendre sa vie en main*, Mensuel n°254.

Jespers J.-J., (2012), « Audiovisuel : le pouvoir d'influence de la télévision », *Revue Démocratie*, le 11 juillet 2012.

Maly I., (2013), « L'idéologie politique de la N-VA : analyse de ses fondements », *Revue Démocratie*, publié le 1^{er} août 2013.

Mégevand M., (2011), « Le populisme, une religion rituelle sans spiritualité », *Le Monde des religions*, en ligne :

<https://bit.ly/2uA1tmR>

Sandel M., (2010), « L'art oublié du débat démocratique », Conférence TED. En ligne :

<https://bit.ly/2rk8aWE>

Sandel M., (2017), « Antidotes to Populism », Reset DOC- *Dialogues on Civilizations*, en ligne:

<https://bit.ly/2NsoosE>

Sandel M. (2018), « Populism, Trump, and the Future of Democracy », *Airbus Lecture, American Academy in Berlin*.

En ligne: <https://bit.ly/2uO5OBZ>

Viseur J.-J., (2018), « L'accueil des réfugiés, un atout pour notre économie », *Énéo Focus*, 2018/04.

Vitiereti P., (2017), « Démocratie radicale et choix budgétaires », *Revue Démocratie*, publié le 3 mai 2017.

Weber M., (1963), *Le savant et le politique*, [1959], Paris, Plon.

Balises
Numéro
62

**Journal des cadres locaux, régionaux et
fédéraux d'Énéo, mouvement social des aînés.**

**Énéo est le mouvement des aînés
de la Mutualité chrétienne.**

ÉDITEUR RESPONSABLE
Éric Olbregts

chaussée de Haect 579
BP 40 1031 Bruxelles
www.eneo.be
info@eneo.be

AUTEURS
Francis Delpérée
Hélène Éraly

SECRETARIAT DE RÉDACTION
Claire Verhamme

GRAPHISME
Chris Vanderpooten